

*Questions orales*L'IRAN—LE REMBOURSEMENT DES DETTES CONTRACTÉES  
ENVERS LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse tant au premier ministre qu'au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'un ou l'autre pourrait-il nous dire si les dettes contractées par le gouvernement iranien envers la Société pour l'expansion des exportations lui ont été remboursées dans les délais prévus et si la question de l'indemnisation de cette société et des firmes canadiennes qui ont dû abandonner leurs projets en Iran ou qui les ont vus annulés avant la chute du régime du chah sera réglée avant le rétablissement de relations diplomatiques et commerciales normales et régulières entre notre pays et l'Iran?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je dois prendre la question en note. Je peux dire cependant que s'il reste des problèmes qui n'ont pas encore été réglés dans nos relations économiques avec l'Iran, nous devrions en tenir compte avant d'abroger la loi spéciale que nous avons adoptée.

LES ÉTATS-UNIS—ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE  
PROJETTE DE SE RÉUNIR AVEC LE PRÉSIDENT ÉLU

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre qui, lors d'un récent voyage, a pu visiter certains pays mais, comme nous le savons tous, n'a pas réussi à en visiter d'autres. Du nombre de ces contacts faits au petit bonheur, il en est un que le premier ministre a raté en refusant d'accueillir le président élu des États-Unis ici à Ottawa en janvier. A cause de l'importance énorme de nos relations bilatérales avec les États-Unis, le premier ministre peut-il nous dire s'il projette de rencontrer le président Reagan?

● (1420)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, lorsque le bureau du président élu a proposé une rencontre, la date prévue aurait coïncidé avec la fin de ma visite au Nigeria et le début de mon séjour au Sénégal. J'ai cru qu'il serait malséant de ma part de décommander les réunions prévues avec ces deux pays parce que le bureau du président élu proposait une rencontre peu de temps après son arrivée au pouvoir. Sauf erreur, des entretiens se poursuivent entre notre ambassadeur, M. Towe, et certains membres de l'entourage du président élu, M. Reagan, qui étudient certaines dates mais aucune ne m'a encore été proposée.

**Mlle MacDonald:** Madame le Président, j'espère qu'on nous l'annoncera sans tarder car, à mon avis, les Canadiens sont unanimes à espérer que les relations avec les États-Unis seront beaucoup plus solides qu'elles ne l'ont été récemment. A ce sujet, j'aimerais adresser une question supplémentaire au premier ministre ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. C'est à propos des observations d'Alexander Haig, le prochain secrétaire d'État américain, qui a déclaré l'autre jour qu'il

fallait renégocier l'accord sur les pêches de la côte est. Par la suite, le sénateur Percy a lui-même déclaré que les parties devraient se faire des concessions. Le gouvernement a-t-il fait savoir au nouveau gouvernement américain, tout comme il l'a déjà fait savoir à trois reprises au gouvernement actuel, que ni le Canada ni le Parlement n'ont intérêt à renégocier ce traité, car nous l'estimons déjà parfaitement équitable pour les deux parties?

**M. Trudeau:** Madame le Président, sans doute l'honorable représentante se rend-elle compte que nous aurions bien du mal à donner suite à la fois aux deux demandes que renferme sa question. Après avoir signalé qu'il y aurait lieu d'améliorer progressivement nos relations avec les États-Unis, elle nous exhorte, avant même que le nouveau président n'assume ses fonctions, à ne pas modifier d'un iota le traité que nous avons négocié avec le gouvernement actuel. Je serais plutôt en faveur de sa seconde idée, mais sans doute l'honorable représentante se rend-elle compte que si nous défendons mordicus les intérêts du Canada, ce ne sera pas toujours du goût des États-Unis.

**M. Clark:** Quelle supercherie!

**Mlle MacDonald:** Madame le Président, ma dernière question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Peut-être se rappelle-t-il—je vais lui rafraîchir la mémoire—qu'à au moins trois occasions différentes, la Chambre a adopté à l'unanimité des motions stipulant que le traité sur les pêcheries de la côte est devait être accepté tel quel, et qu'il ne saurait faire l'objet de modifications à la suite d'arrangements avec le Sénat américain, ce que semble rechercher le sénateur Percy en collaboration avec notre ambassadeur à Washington. J'aimerais que le premier ministre signifie que le Canada ne peut accepter pareils arrangements, que nous ne ferons aucune concession relativement au traité sur les pêcheries de la côte est, que nous ne céderons à aucune pression que ce soit de la part du Sénat américain ou de quiconque, et s'il exprime ce point de vue, le premier ministre constatera . . .

**Des voix:** Règlement!

**Mme le Président:** A l'ordre.

**M. Clark:** Oh! madame le Président.

**Mme le Président:** Madame le député aurait-elle l'obligeance, étant donné surtout que je lui ai donné la possibilité de poser une question supplémentaire, de la poser immédiatement?

**M. Trudeau:** Madame le Président, si l'honorable député se reporte à ma réponse antérieure elle devra reconnaître que j'étais d'accord avec elle.

**Mlle MacDonald:** Il n'y aura pas de concessions.

**M. Trudeau:** Je signalais seulement qu'adopter à l'avance une attitude intransigeante n'est pas de nature à faire améliorer nos relations avec les États-Unis.

**Mlle MacDonald:** Bien sûr que si.